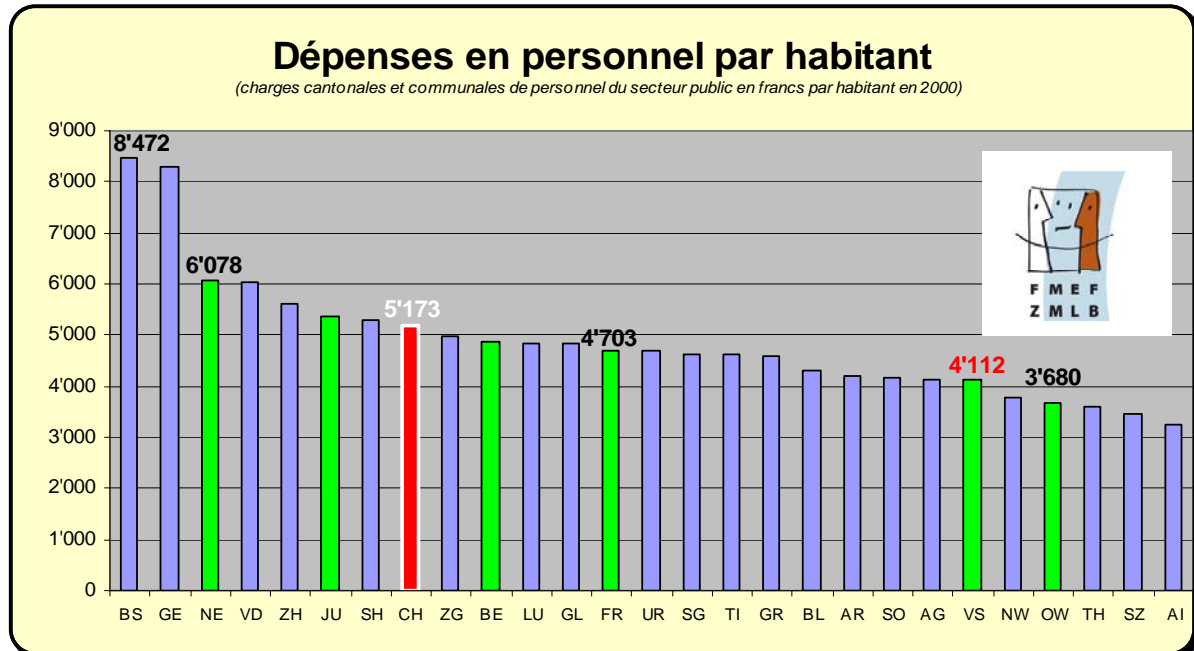


Le Valais dépense peu pour sa fonction publique

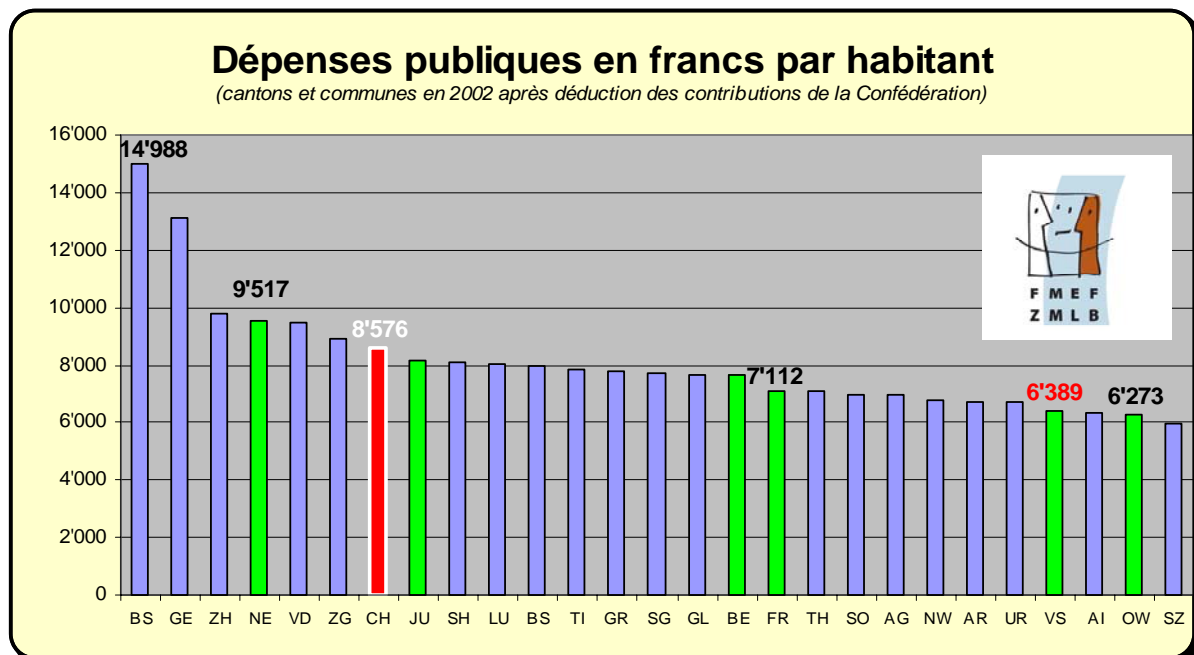
Il est, et de loin, le plus économe de toute la Suisse romande. Seuls cinq cantons ruraux de Suisse alémanique sont encore plus parcimonieux.

Quant aux dépenses publique totales, avec 6380.- par habitant en 2002, le Valais vient aussi en queue du peloton national, très loin derrière la moyenne suisse (8576.-)



Source: L'Hebdo N° 15 du 14 avril 2005 / BADAC, I3.21 – IDHEAP

En vert : Les cantons à faible capacité financière

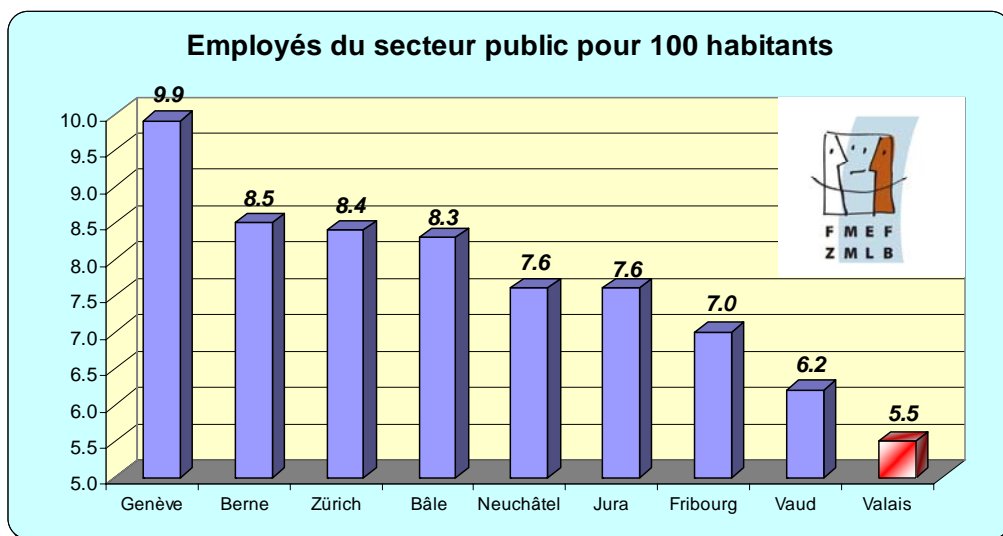


Source : L'Hebdo N° 15 du 14 avril 2005 / Office fédéral de la statistique

En vert : Les cantons à faible capacité financière

En Valais, la densité des fonctionnaires est faible

Il n'y a pas un fonctionnaire au coin de chaque rue valaisanne. Avec 5.5 employés de la fonction publique pour 100 habitants, le Valais fait dans une sobriété inégalée en Suisse romande.



Les Suisses apprécient leurs fonctionnaires

Un sondage montre que la population ne veut pas d'une réduction du nombre des collaborateurs de l'Etat.

Si l'on en croit un sondage réalisé auprès d'un échantillon de 700 personnes représentatives de la population suisse, la fonction publique est généralement considérée comme "fiable, incorruptible et disponible". La majorité des personnes interrogées estime que ses effectifs ne devraient pas être réduits; 19% estiment même qu'il faudrait les augmenter, et seuls 13% seraient partisans d'une réduction.

Ce sondage a été commandé par l'Union fédérative du personnel de la Confédération à l'Institut suisse de recherches sociales (GfS), à Berne. Il met aussi en évidence quelques jugements peu flatteurs et largement répandus. Ainsi, même si les Suisses apprécient dans l'ensemble la fonction publique, ils la trouvent trop lourde, trop chère, trop distante du peuple et peu innovatrice.

Les administrations cantonales à l'examen - Enquête 2004

Pour la deuxième année consécutive, les Chambres de commerce de Suisse romande, regroupées dans l'association Info-Chambres, ont commandé une enquête sur le thème : " Nos entreprises sont-elles satisfaites de leur administration cantonale? ".

Comme en 2003, cette étude qualitative a été confiée à la société MIS Trend SA, à Lausanne. Dans cette deuxième édition de la recherche, il s'agissait de **comparer la qualité des services offerts aux entreprises** par les administrations des cantons de Genève, Vaud, Valais, Fribourg, Neuchâtel et Jura.

Le degré de satisfaction de plus de 630 entreprises a ainsi été déterminé grâce à des entretiens téléphoniques. Les questions posées aux entreprises portaient sur leurs relations avec divers services (l'administration fiscale, les offices de poursuites et faillites, les registres du commerce et les services de l'emploi/population). Quelques questions portaient aussi sur l'appréciation globale de l'administration.

Genève et Vaud lanternes rouges ...

MIS Trend a présenté les résultats détaillés de cette évaluation préparée selon un canevas établi avec les Chambres. Il ressort qu'une certaine disparité prévaut toujours quant à l'efficacité des administrations fribourgeoise, genevoise, jurassienne, neuchâteloise, valaisanne et vaudoise. Tendanciellement toutefois, toutes les entreprises relèvent la lenteur et l'amabilité contrainte des administrations sous revue. Si l'aspect de la rapidité de traitement reste un problème lancinant dont elles ne peuvent que prendre acte, la question de l'amabilité a été jugée plus préoccupante par Chambres.

Synthèse des résultats	Genève	Vaud	Neuchâtel	Fribourg	Valais	Jura	Total
Permis de travail	6.8	6.2	7.2	7.4	6.9	6.1	6.7
Registre du commerce	7.3	6.6	7.3	7.3	7.8	7.9	7.1
Office des Poursuites	5.8	7.2	6.9	7.2	7.3	7.6	6.9
Administration fiscale vue par les fiduciaires	5.5	6.6	6.9	7.3	6.6	5.7	6.3
L'administration cantonale dans son ensemble	5.7	5.8	6.4	6.7	6.4	6.0	6.1

Notes de 1 à 10 (1 étant la moins bonne note et 10 la meilleure)

Par leur initiative, dont elles ont promis qu'elle serait périodiquement rééditée, les Chambres de commerce ont souhaité illustrer que la recherche de l'excellence ne doit pas se limiter à l'entreprise privée, mais doit tout aussi bien concerner l'administration publique. Le développement économique d'un canton, d'une région ne résulte pas seulement des hauts-faits de quelques entreprises phares; un tel développement résulte de la juxtaposition de nombreux facteurs dont il importe d'élever sans cesse le niveau qualitatif.

Résultats complets :

<http://www.cvci.ch/?/Politique/Actions/Comp%E9titivit%E9/Default.asp?>